



# Formation des formateurs: La transmission des principes d'audit public



Bonne Gouvernance et  
Anti-corruption en Tunisie

---

Tunisie, Tunis  
21-24 octobre



## Le Projet Bonne Gouvernance et Anti-corruption en Tunisie

Avec le soutien financier du *Foreign and Commonwealth Office* du Royaume-Uni, l'OCDE met en place ce projet en coordination avec le gouvernement tunisien. Ce projet vise à contribuer à la stabilité, la prospérité et la confiance des citoyens en Tunisie. Il accompagne le Gouvernement de la Tunisie dans l'acquittement de ses engagements pour une bonne gouvernance pris lors de la Conférence Anti- Corruption de Londres et l'accord de Carthage ainsi que dans la mise en application de la stratégie nationale anti-corruption 2016-2020.

En s'appuyant sur les travaux accomplis par l'OCDE dans le cadre du Programme MENA-OCDE et des Recommandations de l'OCDE sur l'Intégrité Publique, le Gouvernement Ouvert et les Marchés Publics, ce projet a trois domaines cibles. Il vise à créer de la réactivité via de meilleurs services publics locaux pour les citoyens et un soutien aux citoyens dans leur rôle de contrôle de la prestation des services publics, des connections au travers d'une meilleure coordination de gouvernance et un meilleur audit et contrôle public, et enfin de la prospérité via de meilleurs services publics pour un environnement plus favorable aux affaires et plus de transparence au sein des marchés publics.

### Objectif de la Formation des Formateurs

Cette formation est destinée aux futurs formateurs appelés à délivrer des formations relatives aux guides développés conjointement par le HCCAF et l'OCDE.

Elle vient compléter la phase 1 (Juillet 2019) et qui était destinée à proposer les différents outils et méthodes pédagogiques tout en laissant aux participants la flexibilité de développer leur propre approche en fonction du groupe-cible, la durée de la formation et les problématiques à résoudre.

La phase 2 de la formation est conçue dans le but de favoriser une approche dynamique de l'apprentissage. Les participants seront invités à co-construire le contenu des formations futures, à s'autoévaluer et à proposer l'approche la mieux adaptée au contexte tunisien.

Les formateurs futurs seront évalués durant la phase 2 suivant 5-6 indicateurs clés afin de mesurer, le plus possible, les acquis et l'impact de cette formation.

Il est important de noter que l'OCDE reposera ses avis, commentaires et corrections principalement sur la méthodologie de l'exercice, étant donné le grand spectre de thématiques choisies par les participants. Ainsi, le contenu même de cet exercice devra être validé par les structures respectives.

Ci-dessous l'agenda de la formation proposée pour la phase 2 de ce projet.

# Jour 1

09:00 – 09:30	<b>Discours de bienvenu</b>
	<ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Mr. Kamel Ayadi</b>, Président du HCCAF</li><li>• <b>Mme Sarah Hermanutz</b>, Analyste en politiques publiques, OCDE</li><li>• Rappel de la phase 1 de la formation</li><li>• Introduire les formatrices de l'OCDE</li></ul>
09:30 – 10:30	<b>Ouverture</b>
	<p>Cette session introduit les guides et clarifie les modalités de l'organisation de la phase 2. Elle introduit les groupes et expose aussi les critères d'évaluation des futurs formateurs.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Introduction au <i>Guide des bonnes pratiques pour une meilleure gouvernance</i></li><li>• Introduction au guide <i>Intégrer l'évaluation des risques dans la planification pluriannuelle de l'audit</i></li><li>• Les modalités de l'organisation de la formation sur 2 jours</li><li>• Les critères d'évaluation des futurs formateurs</li></ul>
10:30 – 11:00	<b>Pause-café</b>
11:00 – 13:00	<b>Micro-enseignement (1)</b>
	<p>Durant cette session, les futurs formateurs animeront un micro-enseignement sur les thématiques du guide des bonnes pratiques pour une meilleure gouvernance. Le micro enseignement sera suivi d'un feedback structuré.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Groupe 1 : Structures internes de contrôle et de pilotage: pour une vision partagée et des meilleures synergies, <b>M. Nejib KHABOUCI</b> et <b>Mme Amel GUIRAT</b> Groupe 2 : Gouvernance stratégique des entreprises publiques, <b>M. Aymen SOUISSI</b> et <b>Mme Najla SEFI</b></li></ul>
13:00 -14:00	<b>Déjeuner</b>
14:00 – 15:00	<b>Micro-enseignement (2)</b>
	<p>Durant cette session, les futurs formateurs animeront un micro-enseignement sur les thématiques du guide des bonnes pratiques pour une meilleure gouvernance. Le micro enseignement sera suivi d'un feedback structuré.</p> <p>Groupe 3 : Le contrôle de Gestion, <b>Mme Lamia SAMMOUD</b> et <b>Mme Meriem BEN ARFA</b></p>
15:00 - 15:30	Récapitulatif de la journée 1.

## Jour 2

<b>09:00 – 11:00</b>	<b>Micro-enseignement (3)</b>
	<p>Durant cette session, les futurs formateurs animeront un micro-enseignement sur les thématiques du guide des bonnes pratiques pour une meilleure gouvernance. Le micro-enseignement sera suivi d'un feedback structuré.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Groupe 4 : La planification pluriannuelle des missions d'audit : approche par les risques, <b>Mme Samiha SELMENEI</b> et <b>Mme Manel HAMOUDI</b></li><li>• Groupe 5: L'approche par les risques dans la préparation du plan annuel d'inspection, <b>M. Youssef HAMMAMI</b> et <b>M. Yassine BEN FRAJ</b> et <b>M. Ismail BEN NASSER</b></li></ul>
<b>11:00 – 11:30</b>	<b>Pause-café</b>
<b>11:30 – 12:30</b>	<b>Micro-enseignement (4)</b>
	<p>Durant cette session, les futurs formateurs animeront un micro-enseignement sur les thématiques du guide des bonnes pratiques pour une meilleure gouvernance. Le micro-enseignement sera suivi d'un feedback structuré.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Groupe 6: Élaboration des cahiers de charges, <b>Mme Awatef LABIDI</b>, <b>Mme Najoua ROUISSI</b> et <b>Mme Fethia MAALMI</b></li></ul>
<b>12:30 - 13:00</b>	Récapitulatif des points forts et des points à améliorer dans tous les groupes
<b>13:00 - 14:00</b>	<b>Déjeuner</b>
<b>14:00 - 15:00</b>	<b>Séance de clôture</b>
	<ul style="list-style-type: none"><li>• Auto-évaluation</li><li>• Evaluation de la formation des formateurs</li><li>• Clôture par les représentants de l'OCDE et du HCCAF</li><li>• Distribution des certificats</li></ul>

## Le Haut Comité de Contrôle Administratif et Financier

Le Haut Comité de Contrôle Administratif et Financier (HCCAF) a été créé en 1993. Le Haut Comité est défini comme un établissement public à caractère administratif, créé auprès du président de la République, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. La création du HCCAF s'inscrit dans le cadre du renforcement de l'efficacité du système de contrôle administratif et financier. En effet, le Haut Comité assure d'une part, la coordination des programmes arrêtés par la Cour des Comptes, les différents corps de contrôle général et les inspections ministérielles ; et d'autre part, la fonction de suivi des recommandations et conclusions mentionnées dans les rapports de contrôle ou d'inspection, afin de remédier aux insuffisances et mettre fin aux différentes irrégularités, pour assurer une meilleure protection des deniers publics.

## L'OCDE

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) est un organisme international qui a pour but de promouvoir des politiques visant à améliorer le bien-être économique et social des personnes partout dans le monde. Il est composé de 36 pays membres, d'un secrétariat basé à Paris et d'un comité formé d'experts issus du gouvernement et autres, spécialisés dans chaque domaine d'intervention de l'organisation. L'OCDE offre un forum dans lequel les gouvernements peuvent travailler de pair afin de partager leurs expériences et rechercher des solutions aux problèmes communs auxquels ils font face. Nous travaillons en collaboration avec les gouvernements pour comprendre les facteurs à l'origine des changements économiques, sociaux et environnementaux. Nous mesurons la productivité et les flux mondiaux de commerce et d'investissement.

## Le Programme MENA-OCDE pour la gouvernance

Le programme MENA-OCDE pour la gouvernance est un partenariat stratégique entre les pays de la région MENA et de l'OCDE pour partager des connaissances et de l'expertise, en vue de diffuser les normes et les principes de bonne gouvernance qui soutiennent le processus de réforme en cours dans la région MENA. Le programme renforce la collaboration avec les initiatives multilatérales les plus pertinentes actuellement en cours dans la région. Plus particulièrement, le programme soutient la mise en œuvre du partenariat de Deauville du G7 et aide les gouvernements à répondre aux critères d'admissibilité pour devenir membre du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert. Grâce à ces initiatives, le Programme agit comme un des principaux défenseurs de la gestion des réformes de la gouvernance publique en cours dans la région MENA. Le programme fournit une structure durable pour le dialogue de la politique régionale ainsi que pour des projets pays spécifiques. Les projets reflètent l'engagement des gouvernements de la région MENA à mettre en œuvre des réformes de leur secteur public afin de libérer leur potentiel de développement social et économique dans le contexte des attentes grandissantes des citoyens en matière de services publics de qualité, d'inclusion dans l'élaboration des politiques publiques et de transparence.

## Le Conflict, Stability and Security Fund du Ministère des Affaires Étrangères et du Commonwealth du Royaume-Uni

Le Royaume-Uni apporte une aide de développement à la Tunisie au travers du Conflict, Stability and Security Fund. Ce fonds est géré par l'Ambassade britannique à Tunis.

# CONTACT

Jael Billy | [Jael.Billy@oecd.org](mailto:Jael.Billy@oecd.org)  
Sarah Hermanutz | [Sarah.Hermanutz@oecd.org](mailto:Sarah.Hermanutz@oecd.org)

Suivez-nous sur Twitter

[@OECDgov](https://twitter.com/OECDgov)  
[#MENAOECD](https://twitter.com/MENAOECD) [#Hawkama4Tunisia](https://twitter.com/Hawkama4Tunisia)